

L'emploi ne se décrète pas...

P2

le Canard Libéré



Journal satirique marocain paraissant le vendredi

Dix-huitième année N°762 vendredi 23 février 2024 - 8 DH - Directeur de la publication Abdellah Chankou

Le gouvernement contre les étudiants en médecine

Le bras de fer continue...

P7

Manifeste politique de Al Adl Wal Ihssane

LA TENTATION DU POUVOIR



Le fondateur feu Cheikh Abdesslam Yassine.

P6

L'entretien -à peine- fictif de la semaine

Nizar Baraka



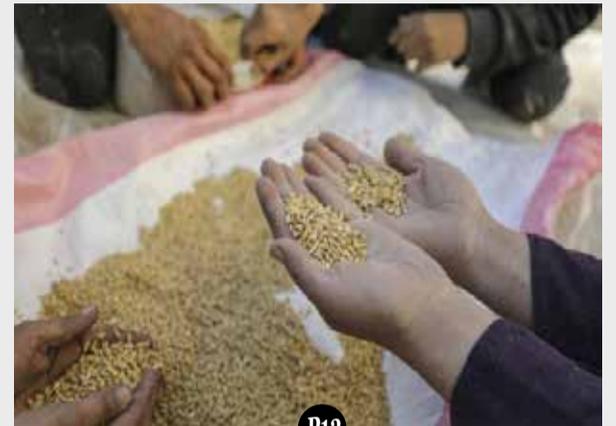
Mieux qu'un trio, un quatuor...

P15



Le martyr palestinien frôle l'impensable

Les Gazaouis mangent du pain à base de foin!



P13

Perdro Sanchez au Maroc

L'axe Rabat-Madrid se renforce

P4

France-Maroc

Après la brouille, les retrouvailles...

P5

La tomate marocaine piétinée en Europe

Ces agriculteurs européens qui ramènent leur fraise...



Une colère insensée contre la tomate marocaine, belle et pacifique...

P9



Confus de **CANARD**



Abdellah Chankou
Directeur de la publication

L'emploi ne se décrète pas...

Grande et louable résolution de Aziz Akhannouch. A mi-mandat, le Premier ministre sonne la mobilisation pour faire baisser le taux de chômage qui ne cesse de grimper. Sans expliquer pour autant ni le mode opératoire ni les moyens qu'il compte mobiliser pour y parvenir. Or, la tâche est titanesque au vu des derniers chiffres, jugés alarmants, sur la situation de l'emploi. Le taux de chômage au sens HCP est passé ainsi de 11,8% à 13% à l'échelle nationale (de 15,8% à 16,8% en milieu urbain et de 5,2% à 6,3% dans le monde rural). Ce qui correspond à un total de 1.580.000 chômeurs, chiffre contesté par l'exécutif qui invoque un décalage considérable avec le volume des inscrits à la CNSS. Une critique que le HCP, qui gagnerait par ailleurs à affiner ses enquêtes en livrant le nombre de demandeurs d'emplois, qui font une démarche active pour en trouver, balaie d'un revers de la main.

Mais la polémique habituelle sur les chiffres du chômage, qui revient comme une litanie depuis des années, ne saurait escamoter ce constat lancinant : l'économie nationale n'est pas suffisamment dynamique pour créer des emplois en nombre suffisants. Pire encore, il en détruit maintenant, principalement dans le secteur agricole en raison du stress hydrique comme le révèlent les récentes statistiques du HCP. Une sonnette d'alarme de plus dans une conjoncture qui commence à devenir anxiogène.

Comme le phénomène du chômage est endémique dans ce pays, il est illusoire de croire qu'il se règle par une baguette magique. Et puis, un gouvernement ne crée pas l'emploi qui ne se décrète pas non plus. Ce dernier se construit sur le long cours, dans le cadre d'un travail

de longue haleine, par des politiques sérieuses collant à la réalité du terrain, intégrant, en synergie avec toutes les parties prenantes, un certain nombre de paramètres: une formation de qualité, l'attractivité des territoires, l'orientation de l'investissement national vers les secteurs porteurs, la diversification de l'économie et la réforme du code du travail. Ce sont ces leviers qu'il faut en même temps actionner en inscrivant les efforts dans une vision intégrée impliquant les départements ministériels concernés et les régions. Cette coordination est déterminante pour éviter par exemple le grand paradoxe de l'investissement public qui malgré son importance

Les décideurs doivent plancher sérieusement sur une politique capable de promouvoir le plein-emploi, sûr et durable, qu'il convient de chercher davantage dans les secteurs à fort potentiel d'activité que sont le tourisme et l'industrie.

ne fait décoller l'emploi ni le taux de croissance. Un cas parmi tant d'autres et qui mérite d'être décortiqué par les décideurs : Comment se fait-il par exemple que l'autoroute Berrechid-Beni-Mellal, qui a nécessité un effort étatique colossal, n'a pas contribué en termes de création d'emplois et de de richesse au décollage de cette région qui regorge pourtant d'énormes potentialités touristiques et agricoles ? On l'aurait su si le gouvernement s'était réuni avec les représentants de l'administration du territoire et du conseil régional pour définir ensemble une feuille de route incluant

les projets porteurs, les plans de formation, d'investissement et d'embauche... Cette absence de vision transversale est caractéristique de bien des territoires minés par le chômage et l'exclusion alors qu'ils sont gorgés d'atouts précieux qui ne demandent qu'à être valorisés. Or, l'attractivité d'une région (cadre de vie et disponibilités de certaines aménités essentielles ...) et sa capacité à attirer de l'activité sont a priori conditionnées par ce principe de transversalité auquel bien des décideurs préfèrent le confort des effets d'annonce... On ne décrète pas l'emploi depuis les bureaux aseptisés ministériels à Rabat ou à coups de tableaux mirifiques sur power point. Encore moins en se contentant de l'ANAPEC devenue depuis quelque temps un bureau de placement de la main d'œuvre qualifiée à l'étranger faute d'opportunités d'embauche à l'échelle locale... Au crédit du gouvernement Akhannouch (qui, il faut le reconnaître, a été confronté à une conjoncture nationale et internationale très contraignante), le lancement, au sortir de la crise sanitaire, du programme Awrach à grand renfort de subventions publiques, qui a permis de créer des milliers d'emplois précaires aux quatre coins du pays. Mais ce n'est pas suffisant. Les décideurs doivent plancher sérieusement sur une politique capable de promouvoir le plein-emploi, sûr et durable, qu'il convient de chercher davantage dans les secteurs à fort potentiel d'activité que sont le tourisme et l'industrie. Il faut cesser de croire que le pays règlera le problème de l'oisiveté des jeunes par la seule grâce de l'auto-entrepreneuriat. Encourager l'initiative privée c'est bien, la soutenir à grande échelle c'est encore mieux. L'objectif étant de veiller à ce que le droit à l'occupation professionnelle soit garanti pour tous. ▀

Côté **BASSE-COUR**



"Go Siah", gare à l'usine à gaz...

« Go Siah », c'est le nom donné au programme d'accompagnement de l'écosystème touristique dans ses différentes composantes : hôtellerie, restauration, agences de voyages, transport, animation... Le coup d'envoi de cette feuille de route, pilotée par l'agence Maroc PME et qui s'inscrit dans le cadre de la vision touristique 2023-2026, a été donné mercredi 14 février en présence notamment de la ministre de tutelle Fatima Zahra Ammor, son collègue du Commerce et de l'In-



La ministre du Tourisme lors de la cérémonie de lancement du dispositif.

dustrie Ryad Mezzour et le président de la FNT Hamid Bentahar. On verra si cette agence relèvera le pari affiché: le soutien à l'investissement, l'expertise technique pour l'appui à la compétitivité et l'appui à la croissance verte en faveur de quelque 1700 entreprises d'ici 2026 pour un budget de 720 millions de DH.

Gare aux effets d'annonce et aux usines à gaz.

Congrès Médical National

Au coeur des nouveaux enjeux de santé

La Société Marocaine des Sciences Médicales (SMSM) a tenu du 9 au 10 février à Casablanca la 39ème édition du Congrès Médical National. Présidé par le très dynamique Moulay Saïd Afif, ce congrès a rassemblé une pléiade de professionnels de la santé issus de différentes disciplines. Objectif : faire le point sur l'état d'avancement du chantier de la couverture médicale et de débattre de l'accès équitable aux médicaments et aux produits de santé mais aussi de questions relevant de la formation médicale et de ses défis. Entre spécialistes, l'échange a porté dans le cadre de plusieurs ateliers et tables rondes sur des thématiques pointues en relation avec certaines pathologies comme les cancers et le diabète. La 39ème édition du congrès médical national est sortie avec un certain nombre de recommandations comme la conjugaison des efforts de tous en vue d'encourager l'industrie pharmaceutique nationale, la promotion d'une politique de santé préventive visant à réduire la propagation des maladies chroniques. Un



Moulay Saïd Afif.

appel a été de nouveau lancé pour la révision de la Tarification nationale de référence (TNR) figée depuis 2006. Parmi les autres recommandations adoptées figurent la création du prix de la médecine africaine et le Club des jeunes médecins africains.

Maroc Telecom

Des résultats à fin 2023 au-delà des prévisions...



Abdeslam Ahizoune, président du directoire de Maroc Telecom.

Les résultats opérationnels et financiers du groupe Maroc Telecom à fin 2023 ont agréablement surpris. Et pour cause. Ils ont dépassé les prévisions grâce à la performance de ses filiales africaines, Moov Africa, qui continuent à porter la croissance de l'opérateur. Croissance du chiffre d'affaires consolidé à 3,2%, hausse de 2,4% du Résultat Net ajusté Part du Groupe et last, but not least, progression de l'EBITDA de l'ordre de 3,2% avec une marge élevée de 52,5%.

Pour sa part, le résultat opérationnel (EBITA) ajusté consolidé du groupe a atteint 9 230 millions de DH, en progression de 4,0% Cette performance est d'autant plus remarquable qu'elle survient dans un contexte mondial et national contraignant et plein d'incertitudes marqué notamment par la pression inflationniste et l'érosion du pouvoir d'achat. Malgré toutes ces contraintes, le groupe Maroc Telecom a poursuivi son programme d'investissement (hors fréquence et licences) qui a été hissé à 20,7% des revenus. Qui dit mieux ?

E-bourse est née

Dans le cadre du renforcement de sa politique d'éducation financière, la bourse de Casablanca a lancé le mercredi 21 février, en partenariat avec TradingView, e-Bourse. Plateforme innovante et initiative pionnière, e-Bourse est dédiée au trading virtuel et le learning by doing au profit des étudiants et des personnes intéressées par la bourse. La cérémonie de lancement s'est déroulée en présence de Mme Nadia Fettah Alaoui, ministre de l'Économie et des Finances, sa collègue chargée de la Transition Numérique et de la Réforme de l'Administration Ghita Mezzour, Abderrahim Bouazza, directeur général de Bank Al-Maghrib et Rauan Khassan, vice-président de TradingView, partenaire stratégique et opérationnel de la Bourse de Casablanca dans cette initiative.

MAROC : LE PROCHAIN RECENSEMENT GÉNÉRAL AURA LIEU EN SEPTEMBRE 2024

EST-CE QU'ILS VONT RECENSER AUSSI LES VOLEURS DE L'ARGENT PUBLIC ET LES TRAFIQUANTS DE DROGUE?





Côté BASSE-COUR



Santé Akdital s'implante à Khouribga

Fidèle à sa stratégie d'accompagnement du secteur de la santé au Maroc et de sa mise à niveau, le groupe Akdital a inauguré une nouvelle infrastructure de santé à Khouribga, la Clinique Internationale de Khouribga (CIK). Établissement de soins pluridisciplinaire conçu selon les standards internationaux, cette clinique offre une large gamme de spécialités médicales et de disciplines médicales, servies par un personnel soignant de qualité et des équipements de pointe de dernière génération. Toutes les conditions sont réunies pour soigner toutes les pathologies, des plus simples aux complexes, dans un environnement accueillant et fonctionnel. Côté capacité, la clinique Internationale de Khouribga dispose de 100 lits et bien des nouveautés. A commencer par un centre d'oncologie et une unité de cardiologie interventionnelle, premières structures du genre dans la ville. L'établissement est doté d'un bloc opératoire de 9 salles ultra-modernes dont deux salles d'endoscopie et deux unités techniques d'accouchement. Ce qui distingue aussi la clinique Internationale de Khouribga c'est son parcours de soins novateur avec un accompagnement personnalisé et une présence permanente sur place de médecins réanimateurs+anesthésiste dans le cadre d'un service d'urgence opérationnel 24h/24 et 7j/7. Objectif: assurer une prise en charge optimale des situations d'urgence. En guise de dispositifs complémentaires, la Clinique Internationale de Khouribga abrite un laboratoire d'analyses médicales ainsi qu'un centre de radiologie complet incluant une IRM, un scanner, une radiographie standard, une échographie et une mammographie



Une clinique à haute valeur sanitaire.

S'agissant de la gestion des données médicales des patients, le processus est totalement digitalisé et centralisé, de telle sorte de permettre un accès instantané et sécurisé. Première ouverture réalisée par le groupe Adital en ce début d'année 2024, la Clinique Internationale de Khouribga porte ainsi à 22 le nombre d'établissements de soins gérés par le leader de la santé privée au Maroc. Coté en bourse depuis décembre 2022, Akdital c'est une capacité de 2492 lits dans 22 établissements de haute facture implantés dans 10 villes et plus de 4251 collaborateurs. ▶

Perdro Sanchez au Maroc

L'axe Rabat-Madrid se renforce

Accompagné de son ministre des Affaires étrangères, José Manuel Albares, le chef du gouvernement espagnol, Pedro Sánchez, a effectué mercredi 21 février un voyage officiel au Maroc, la première après sa réélection à la tête du gouvernement en novembre 2023. A cette occasion, le chef de l'exécutif espagnol, accueilli à sa descente d'avion par le chef du gouvernement Aziz Akhannouch, a été reçu par S.M. le Roi Mohammed VI. À l'occasion de cette audience, le président du gouvernement espagnol a réitéré au Souverain la position de l'Espagne, contenue dans la déclaration conjointe d'avril 2022, faisant du plan marocain d'autonomie la seule base sérieuse, réaliste et crédible pour la résolution de ce conflit artificiel.



Pedro Sanchez reçu par le Roi Mohammed VI à Rabat.

Par ailleurs, le Roi Mohammed VI et son hôte ont passé en revue les perspectives uniques de coopération qui s'ouvrent aux deux pays voisins dans plusieurs domaines, dont celui de l'organisation conjointe – avec le Portugal – de la Coupe du Monde de football 2030. Pedro Sanchez a exprimé l'intérêt de l'Espagne tout en les saluant pour les initiatives stratégiques lancées par le Roi, notamment l'Initiative Atlantique pour le Sahel et le mégaprojet du Gazoduc Nigéria-Maroc. L'annonce du déplacement de Sanchez au Maroc a été faite la veille via un communiqué laconique du palais de Moncloa, siège de la présidence du gouvernement espagnol. «Le Maroc est un pays voisin, ami, et un allié stratégique de l'Espagne dans tous les domaines. Cette visite (...) souligne les liens profonds qui unissent les deux pays», a ajouté la présidence du gouvernement espagnol citée par le même média. La dernière visite officielle au Maroc de Pedro Sánchez remonte au 2 février 2023, quand il avait co-présidé avec le chef du gouvernement, Aziz Akhannouch, la 12ème réunion de Haut Niveau entre les deux pays. La nouvelle visite au Maroc du chef du gouvernement espagnol intervient dans un contexte de relations renforcées entre Rabat et Madrid, une embellie exceptionnelle favorisée par le changement en février 2022 de la position de l'Espagne sur le dossier du Sahara marocain et son soutien clair et sans équivoque au plan d'autonomie. Depuis, une nouvelle dynamique vertueuse, empreinte de confiance, s'est installée dans la relation entre les deux pays voisins qui co-organisent, avec le Portugal, la coupe du monde 2023. Sur son compte X, Pedro Sanchez a posté juste après son arrivée au Maroc un message où il s'est félicité des « relations avec notre voisin, ami et partenaire stratégique » [qui] connaissent leur meilleur niveau depuis des décennies ». Et d'ajouter : « Par cette visite officielle, nous donnons un élan à notre coopération dans tous les domaines et nous consolidons un modèle de voisinage constructif fondé sur la confiance et le respect mutuel.»

Par ailleurs, le Roi Mohammed VI et son hôte ont passé en revue les perspectives uniques de coopération qui s'ouvrent aux deux pays voisins dans plusieurs domaines, dont celui de l'organisation conjointe – avec le Portugal – de la Coupe du Monde de football 2030. Pedro Sanchez a exprimé l'intérêt de l'Espagne tout en les saluant pour les initiatives stratégiques lancées par le Roi, notamment l'Initiative Atlantique pour le Sahel et le mégaprojet du Gazoduc Nigéria-Maroc. L'annonce du déplacement de Sanchez au Maroc a été faite la veille via un communiqué laconique du palais de Moncloa, siège de la présidence du gouvernement espagnol. «Le Maroc est un pays voisin, ami, et un allié stratégique de l'Espagne dans tous les domaines. Cette visite (...) souligne les liens profonds qui unissent les deux pays», a ajouté la présidence du gouvernement espagnol citée par le même média. La dernière visite officielle au Maroc de Pedro Sánchez remonte au 2 février 2023, quand il avait co-présidé avec le chef du gouvernement, Aziz Akhannouch, la 12ème réunion de Haut Niveau entre les deux pays. La nouvelle visite au Maroc du chef du gouvernement espagnol intervient dans un contexte de relations renforcées entre Rabat et Madrid, une embellie exceptionnelle favorisée par le changement en février 2022 de la position de l'Espagne sur le dossier du Sahara marocain et son soutien clair et sans équivoque au plan d'autonomie. Depuis, une nouvelle dynamique vertueuse, empreinte de confiance, s'est installée dans la relation entre les deux pays voisins qui co-organisent, avec le Portugal, la coupe du monde 2023. Sur son compte X, Pedro Sanchez a posté juste après son arrivée au Maroc un message où il s'est félicité des « relations avec notre voisin, ami et partenaire stratégique » [qui] connaissent leur meilleur niveau depuis des décennies ». Et d'ajouter : « Par cette visite officielle, nous donnons un élan à notre coopération dans tous les domaines et nous consolidons un modèle de voisinage constructif fondé sur la confiance et le respect mutuel.»



Ça parle plus arabe que gaulois en France (32)

Selon Jean Pruvost, lexicologue, le vocabulaire français serait composé d'environ 500 mots d'origine arabe, voire plus, soit 350 de plus que les mots gaulois qui ne seraient que 150 ! Ci-dessous une liste non exhaustive de mots d'origine arabe commençant par la lettre k : khalifa (خليفة), littéralement «successeur» (sous-entendu «de Mahomet»). Le premier Calife, Abou Bakre, est le seul à mourir de mort naturelle à l'âge de 63 ans, le 23 août 634. Ses 3 successeurs sont tous morts assassinés. Le second calife Omar fut poignardé à plusieurs reprises ; le 3 novembre 644 ; dans la mosquée de Médine pendant la prière de l'aube par un esclave persan voire très perçant. Le 3ième calife 3othmane est assassiné à Médine par une foule de musulmans en colère le 17 juin 656. La mort de ce vieillard de plus de 80 ans est à l'origine

de la plus grave crise de l'islam. Comme ça commençait à chauffer pour le 4ième calife 3ali, gendre de Mahomet et époux de sa fille Fatima, il quitte Médine avec ses troupes et s'établit à Koufa, en Irak. Après la mort de Mahomet, les Iznogoud qui voulaient être calife à la place du calife furent fort nombreux... Le calife 3Ali triomphe de ses adversaires une première fois en octobre 656 au cours de la bataille du chameau. Bataille ainsi nommée par les historiens car 3aycha, l'épouse préférée du Prophète et adversaire déclarée de 3ali, y a participé à dos de chameau... 3ali fait prisonnière sa belle-mère et la renvoie à La Mecque pour le restant de ses jours. L'été suivant, le 26 juillet 757, 3Ali va perdre sa bataille contre le gouverneur de Damas à Siffin, sur les bords de l'Euphrate, à 45 kilomètres de l'actuelle tristement célèbre ville syrienne de Raqqa



Le Berbère algérien Zemmour a juste oublié que son nom se traduit par olivier en français et zitoune en arabe...



الرقعة... Comme quoi l'Histoire, avec une grande Hache, n'arrête pas de bégayer... Plus tard, en janvier 658, 3ali va accepter un arbitrage proposé par Mo3awiya dans l'actuelle Jordanie. En l'acceptant, 3ali renonce à l'autorité qui lui revient en qualité de calife. Cette décision va causer sa perte. Beaucoup de ses partisans l'abandonnent, considérant que l'arbitrage humain fait outrage à la justice divine. Ils provoquent

le premier schisme de l'islam et forment la secte des « sortants » 5arijite (du verbe arabe 5araja خرج, sortir). La secte des « sortants » va prospérer brièvement en Irak avant de s'épanouir chez les Berbères d'Algérie. Elle est aujourd'hui très marginale... Le 24 janvier 661, le calife 3ali est à son tour assassiné par des dissidents de la secte des « sortants » devant la mosquée de Koufa, en Irak... Avec lui disparaît le dernier des califes dits « orthodoxes » ou « bien guidés ». 3ali, est à l'origine de la scission des chi3ites (partisans en français). L'autorité califale est à partir de cette date assurée par la dynastie ottomane jusqu'à ce que Mostafa Kemal, le père des Turcs, abolisse le califat en 1924, deux ans après avoir aboli le sultanat. Le dernier calife ottoman s'exile en France. Il meurt en août 1944 à Paris avant d'être enterré à Médine. ▶ (À suivre)

Beurgeois.Gentleman@gmail.com
Retrouver les anciens épisodes en version électronique sur notre site web www.lecanardlibere.com



Côté **BASSE-COUR**



France-Maroc

Après la brouille, les retrouvailles...

La relation maroco-française revient de loin, victime d'un terrible froid diplomatique qui lui a fait traverser l'une des pires crises de son histoire tout en laissant des séquelles dans la dimension affective...

CHAIMAA EL OMARI

Petit à petit, les choses commencent à rentrer dans l'ordre, au grand soulagement des deux parties qui commencent à renouer par petites touches, décidées à tourner la page de cette brouille diplomatique qui a marqué l'année 2023 et chagriné les esprits de part et d'autre. Le signal fort de ces retrouvailles progressives est venu de l'Élysée sous forme de réception accordée lundi 19 février par Brigitte Macron, l'épouse du président français, à leurs altesses royales les princesses Lalla Meryem, Lalla Asmaa et Lalla Hasnaa, une information relayée par la MAP mais également par la présidence française sur Instagram dans un message accompagné d'une photo immortalisant l'instant. Absent du cliché, «le président Emmanuel Macron est venu les saluer», lit-on dans ce message, où

il est rappelé que le chef de l'État s'est « récemment entretenu par téléphone avec sa majesté Mohammed VI ». C'est le ministre français des Affaires étrangères, Stéphane Séjourné, celui-là même qui a été à l'origine de la fameuse résolution du Parlement européen, condamnant de supposées atteintes à la liberté d'expression au Maroc, déposée par le groupe Renew qu'il présidait, qui a été chargé par Emmanuel Macron de s'investir personnellement dans la relation franco-marocaine et d'écrire aussi un nouveau chapitre de notre relation ». « La volonté est là. J'ai repris le lien avec le Maroc. Il y avait des incompréhensions qui ont amené à une difficulté », a-t-il de nouveau affirmé lors d'une audition à l'Assemblée nationale.

Véçu au Maroc comme un acte très hostile, ce vote soutenu en sous-main par la macronie est venu exacerber une crise bilatérale déjà palpable sur fond d'ambivalence de la position française dans le dossier du Sahara marocain, la décision de Paris de faire des misères aux Marocains sur le dossier des visas délivrés à doses homéopathiques et le rapprochement spectaculaire de l'Algérie par la France de Macron. Cette dernière était en train de perdre son meilleur et vrai allié du Maghreb sans gagner les faveurs d'un régime algérien ingérable et imprévisible. C'est ce qui poussa certainement M. Macron, qui a fini par réaliser la gravité de ses erreurs politiques et même géostratégiques, de changer de braquet et de revenir à de meilleurs sentiments envers le Maroc.



Brigitte Macron avec leurs altesses royales les princesses Lalla Meryem, Lalla Asmaa et Lalla Hasnaa.

Cette séquence de la résolution anti-marocaine a eu comme effet immédiat d'imposer un coup d'arrêt brutal aux contacts politiques et économiques entre Paris et Rabat, tout en révélant au grand jour la crise entre les deux pays après avoir été longtemps larvée. Une crise dont l'ampleur a été instruite par le refus par les autorités marocaines de l'aide par les autorités françaises suite du séisme qui frappa le Maroc en septembre 2023.

Après avoir été boudé, l'ambassadeur de France à Rabat Christophe Lecourtier a pu remettre ses lettres de créance à S.M. le Roi Mohamed VI fin septembre 2023, multipliant les déclarations dans la presse nationale où il reconnaît sans

détour les errements de la diplomatie française.

« On a touché le cœur [des Marocains]. Je suis convaincu qu'il faudra du temps pour effacer ce gâchis, ces humiliations », avoue-t-il sur la Radio 2M. Réparer la dimension affective de la relation Maroc-France, qui n'a jamais atteint un tel niveau de dégradation, est un chantier difficile. Surtout que de ce long hiver diplomatique a résulté un recul de la francophonie au Maroc où la langue anglaise commence à gagner du terrain et à fleurir un peu partout. Jusque que sur les panneaux publicitaires...Le nouveau rapprochement entre Rabat et Paris ne s'est-il pas déjà traduit dans les faits par un début d'éloignement...? ▀

Distinction

Maroc Telecom, la Marque nationale la plus aimée au Maroc

L'édition Les Impériales 2024, organisée du 12 au 16 février à Casablanca, a plébiscité Maroc Telecom comme la « Marque nationale la plus aimée au Maroc ». Le leader national des télécoms est également la première entreprise nationale à figurer dans le classement des marques préférées des citoyens « Love Brand », dévoilé en marge de cet événement.

Cette distinction traduit, si besoin, est, la confiance dont jouit Maroc Telecom auprès des consommateurs marocains tout en reconnaissant ses efforts d'innovation constants. Il en résulte une adaptation permanente de ses offres compétitives avec les tendances technologiques du moment avec un haut débit remarquable et une qualité de service irréprochable. Sur le marché de la nouveauté et du service, Maroc Telecom reste leader et précurseur, une performance que son trophée des Impériales a salué sur toute la ligne. ▀





Le Maigret du CANARD



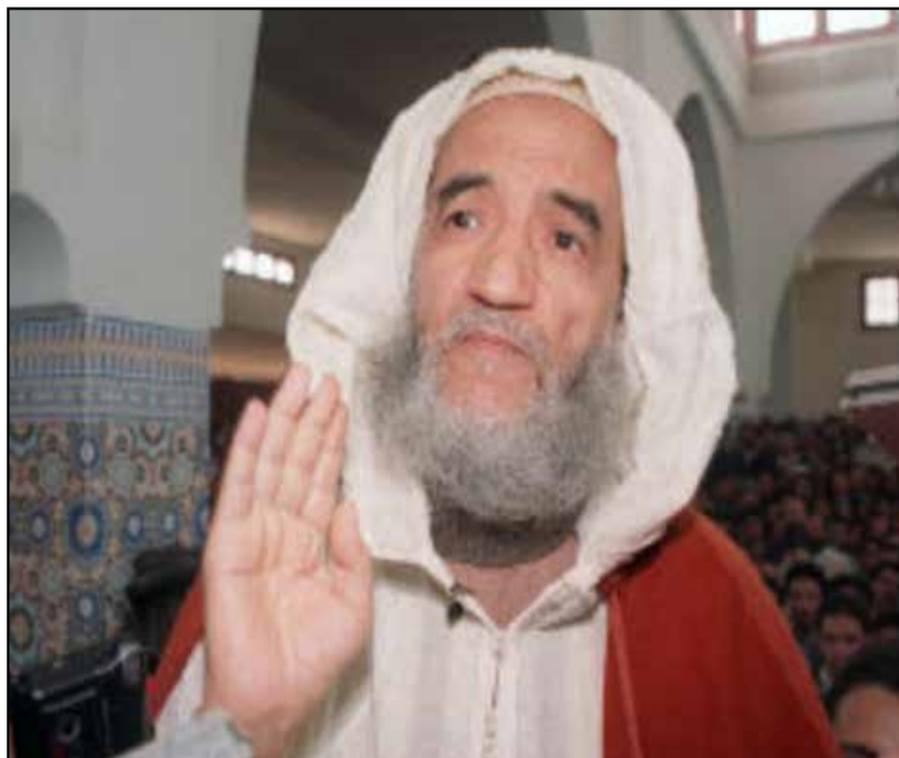
Manifeste politique de Al Adl Wal Ihssane

LA TENTATION DU POUVOIR

L'association islamiste interdite, qui a mis beaucoup d'eau dans son thé, ne cache pas son désir d'être intégrée dans le jeu politique.

ABDELLAH CHANKOU

Le nouveau manifeste politique dévoilé le 6 février 2024 par Al Adl Ihssane (Justice et Bienfaisance) n'en finit pas de susciter des réactions mitigées dans le landerneau politique. Et pour cause... Le document long de 196 pages, qui se veut selon ses promoteurs un acte de clarification des positions de Al Adl Wal Ihssane sur un certain nombre de fondements institutionnels, constitue une évolution notable dans la doctrine de l'organisation fondée en 1973 par cheikh Abdessalam Yassine. Al Adl Wal Ihssane nouvelle version, qui n'en est pas à sa première déclaration écrite, a mis de l'eau dans son thé, ne cachant pas, à en juger par les sorties médiatiques de certaines de



Le fondateur feu Cheikh Abdesslam Yassine.

ses figures, son désir d'être intégré dans le jeu politique. À l'instar du PJD qui a été légalisé en 1996, parvenant même à accéder au pouvoir, avant d'en sortir très affaibli, voire décrédibilisé au terme d'une décennie qui n'a pas été un long fleuve tranquille pour les amis de Benkirane. En montrant aujourd'hui patte blanche, Al Adl Wal Ihssane cherche-t-il à se posi-

tionner en future alternative politique crédible dans un paysage partisan qui n'en offre pratiquement plus, tellement il est déconsidéré par les affaires, miné par l'incurie de ses élus et usé par le pouvoir ? « Nous sommes prêts, prière de nous essayer, nous avons mûri », semblaient dire Arsalane et ses compagnons. Plus qu'un appel du pied ou un ballon d'essai, une offre de service... Mais tout dépend de l'état d'esprit du pouvoir et surtout de ses projets. Est-il disposé à normaliser sa relation avec cette enseigne islamiste et prendre un pari sur l'avenir ?

Principes dogmatiques

Pour la bonne cause, les idéologues d'Al Adl donnent des gages de confiance non négligeables comme l'abandon des concepts fondateurs du référentiel doctrinal de feu Yassine comme la Qawma (soulèvement populaire) qui déboucherait sur l'instauration de la Khilafah (califat), considéré désormais, selon les dires du porte-parole de l'association Fathallah Arsalane, comme un idéal d'union de toute la Oumma islamique, un peu sur le modèle de l'Union européenne ou l'internationale socialiste. A y regarder de plus près, ces principes dogmatiques ont juste changé de terminologie dans la nouvelle plate-forme de l'associa-

tion. Faut-il pour autant considérer cette évolution sémantique comme une rupture plus ou moins nette avec la vision ou les visions du père fondateur qui ont historiquement émaillé la littérature du mouvement et nourri la méfiance des autorités ? Ce qui a valu à la Jema'a l'interdiction, toujours en vigueur, des pouvoirs publics et à son guide sacralisé par ses ouailles d'être expédié dans un asile psychiatrique. Cet instituteur de formation originaire de la région de Essaouira eut le toupet d'interpeller feu Hassan II via un épître, intitulé, « l'Islam ou le déluge » où il conteste son statut de commandeur des croyants tout en lui enjoignant de s'engager sur « la Voie Droite ». Pour le monarque défunt, seul un fou oserait un tel crime de lèse-majesté. Le « fou » sera ensuite assigné à résidence jusqu'en 2000, mesure levée au lendemain de l'avènement de S.M le Roi Mohammed VI. Ce qui n'empêche pas ce dissident de la Zaouia boutchichia, adepte de la prédication et non de la violence, de récidiver en publiant un « Mémoire à qui de droit », adressé au souverain. Que d'eau a coulé sous les ponts de Bouregreg (Salé était le lieu de résidence du cheikh) depuis sa disparition en décembre 2012. Si le mouvement reconnu mais toléré, n'a pas fait émerger une figure tutélaire et charismatique de l'envergure du cheikh, il n'a rien perdu de sa capacité de mobilisation et de nuisance qu'elle a démontrée à plusieurs occasions notamment lors du mouvement du 20-Février. Cela dit, il est toujours difficile de connaître avec précision le nombre de ses adeptes, un secret jalousement gardé, qui avancent masqués pour ne pas être identifiés par les autorités. Et c'est toute la force de cette organisation qui a investi bien des professions et une partie de l'administration où elle compte une armée de militants et de sympathisants d'un bon niveau intellectuel. Cela fait 50 ans que Al Adl Wal Ihssane a vu le jour. Fatigués par des années d'activisme sous surveillance qu'ils doivent certainement vivre comme un jeu stérile, voire contreproductif, les dirigeants du mouvement n'ont qu'un seul objectif : Sortir de leur statut contraignant de semi-clandestinité et voir enfin le bout du tunnel. Pour le cercle politique du mouvement, il y a plus que jamais un coup politique à jouer... ▀

**GO SIHA, UN PROGRAMME D'ACCOMPAGNEMENT
TOURISTIQUE À 720 MILLIONS DE DH...
JE VEUX UNE CHAMBRE SINGLE AVEC
VUE SPLENDIDE SUR SUBVENTION**



ZAG



Le Maigret **du CANARD**



Le gouvernement contre les étudiants en médecine

Le bras de fer continue...

LAILA LAMRANI

Le mouvement de protestation des étudiants en médecine et pharmacie qui se poursuit depuis deux mois ne semble pas donner des insomnies ni au gouvernement ni au Parlement. Et pourtant, la situation est critique...

Trés déterminés, convaincus de la justesse de leur cause, les contestataires ont décidé de maintenir le boycott des examens semestriels. Initialement prévus du 2 au 19 janvier dernier, ils ont dû être ajournés à cause de l'ampleur de l'absentéisme constatée dans les amphithéâtres. Le problème de « séchage » des examens n'a pas non plus été réglé avec la nouvelle date des épreuves (8 février-15 mars) puisque le boycott se poursuit. Avec un taux de 100% observé, excepté les étudiants étrangers et leurs camarades de médecine militaire, par l'ensemble des futurs médecins marocains dans toutes les facultés de médecine



Les manifestants exigent le retour au cursus de formation de 7 ans.

et de pharmacie du pays, selon une source au sein de la Commission nationale des étudiants en médecine. Les mesures d'apaisement annoncées par les ministères de la Santé et de l'Enseignement supérieur ont été jugées très en-deçà de leurs attentes. Et leur attente principale, la revendication majeure, qui est à l'origine de leur grève, porte sur le retour au nombre d'années de formation initiale, 7 ans au lieu de 6. Une mesure pour le moins curieuse, décidée par l'exécutif, de nature à rejaillir sur

la qualité de la formation à un moment où il s'agit d'en améliorer le contenu notamment par des stages pratiques. Les deux ministres de tutelle (Abdellatif Miraoui, Enseignement supérieur) et Khalid Ait Taleb (Santé) ne l'entendent pas de cette oreille, qui campent sur leurs positions. Pour eux, il est hors de question de revenir au système antérieur, au risque d'accroître la crise dans un secteur déjà très mal en point, miné par plusieurs dysfonctionnements et confronté à la fuite massive de médecins à l'étranger. On a du mal en effet à saisir l'objectif qui a motivé la réduction du nombre d'années de formation, si ce n'est la volonté à peine voilée, comme tendent à le penser les blouses blanches, d'empêcher les futurs médecins à s'expatrier en France, en Allemagne, en Belgique ou au Canada, où les conditions matérielles et morales sont très avantageuses.

« Mais ce n'est pas une année de moins dans son cursus qui va dissuader les futurs praticiens d'aller manier le bistouri sous d'autres cieux... Alors à quoi rime cette décision qui est en train de porter un grave préjudice au secteur de la santé? Les deux protagonistes étant déterminés à ne pas lâcher du lest, le bras de fer continue, faisant planer la menace d'une année blanche dans un silence assourdissant du gouvernement et une absence du moindre débat parlementaire. C'est grève docteur ? »

LE TALENT NE DEMANDE QU'À BRILLER.

#FAIREGAGNERLESPORT



FAIRE GAGNER LE SPORT

-18 JOUONS RESPONSABLE



Le Maigret du CANARD



Gestion locale

Chronique d'une faillite peu commune

Dans leur majorité, ces élus sont dépourvus de toute vision de développement de leur territoire et de valorisation de ses atouts, comme en témoigne l'état désastreux de nombre de villes.

AHMED ZOUBAÏR

C'est une espèce de maronnier qui revient chaque année et il se rapporte à la démocratie locale dans son aspect budget d'investissements. D'un montant de 49,46 milliards de DH au titre de l'exercice 2023, ce dernier, selon les derniers chiffres la Trésorerie générale du Royaume (TGR, n'a été consommé qu'à hauteur de 15,46 milliards à fin décembre. Soit moins d'un tiers, ce qui représente un excédent de 34 milliards de DH qui vient s'ajouter à celui des années précédentes d'un montant de 17,6 milliards de DH.

En tout, un cumul de 51,6 milliards de DH est revenu au Trésor faute d'avoir été investi par les collectivités territoriales ! Quelle performance !

Dans un pays qui souffre de déficits chroniques en matière d'équipements socio-éducatifs et d'infrastructures diverses, où tout reste à construire et à reconstruire, cette situation laisse songeur et appelle de nombreux questionnements. Qu'est ce qui explique les « bilans positifs » de ces très chères collectivités locales à un moment où la population est aux prises avec une multitude de carences dans le Maroc des villes et surtout des campagnes ?

En fait, cette situation met, encore une fois, en lumière une triste réalité : l'incapacité chronique des communes à consommer l'essentiel des ressources financières qui leur sont allouées. En cause, la faiblesse de la gouvernance locale qui souffre d'un déficit considérable en compétences techniques et en initiatives sous forme de projets utiles pour la collectivité.

Prenez par exemple les retraités condamnés à jouer aux dames à même la rue. Pas un seul conseil communal n'a songé construire à leur intention, alors qu'ils ont trimé toute leur vie, des clubs senior où des personnes de la même génération peuvent se rencontrer et exercer les activités de leur prédilection. Ce n'est là qu'un petit aspect de cette impéritie locale à grande échelle dont les auteurs n'ont pas non

plus pensé aux loisirs de la jeunesse des quartiers livrés pour la plupart au désespoir et aux drogues les plus ravageuses. Ni aux ménages défavorisés des quartiers populaires qui ont besoin de crèches et de garderies de proximité pour leurs progénitures.

Dans leur majorité, ces élus sont dépourvus de toute vision de développement de leur territoire et de valorisation de ses atouts, comme en témoigne l'état désastreux de nombre de villes comme Azemmour, l'ex-cité portugaise chargée d'histoire et gorgée d'attraits, qui a vocation d'être un site balnéaire de premier plan.

Voilà qui dément la thèse du manque de moyens financiers, une fable derrière laquelle se cachent d'habitude les élus pour justifier leurs défaillances flagrantes sur pourquoi ils ont été élus : améliorer le quotidien de leurs concitoyens en étant à leur service tout en actionnant les leviers d'attractivité de la cité en élaborant un projet de territoire. Au Maroc, cette démarche se heurte sur le terrain à de multiples freins et incohérences où les partis politiques ont une grande part de responsabilité.

La principale compétence de ces édiles nocifs - car sans aucune valeur ajoutée pour leur pays dont ils plombent le développement territorial et défigurent le paysage urbain - s'exerce plutôt dans les détournements de fonds, les surfacturations des marchés, micmacs fonciers et autres monnayages des autorisations administratives, infractions révélées dans leurs rapports par la Cour des comptes et les Inspections du ministre de l'Intérieur.

Dans ce domaine. Ils rivalisent sans cesse de techniques innovantes en engageant une course effrénée pour rentabiliser au maximum l'investissement consenti sous forme d'achat d'investissement, de voix des électeurs et d'organisation de banquets.

Un véritable marché ou plutôt souk (électoral) de dupes dont les différents acteurs en présence s'accommodent et qui revient tous les quatre ans avec les mêmes pratiques néfastes reproduites par les mêmes profils accrédités par les partis. Ceux qui croyaient que les élections communales de 2021 allaient ac-



Les élections communales font émerger des profils très problématiques...

coucher d'une meilleure gouvernance locale en rupture avec l'immobilisme islamiste teinté d'une certaine moralité de mauvais aloi en ont été pour leurs frais.

Bulle illusoire

Le spectacle indigne offert bien avant le bilan de mi-mandat sur fond de divisions fratricides entre les composantes de la majorité (RNI, PAM et L'Istiqlal) par de nombreux conseils communaux, à Rabat, Fès, Tanger, Meknès, Kenitra... en dit long sur l'ampleur de la faillite de la démocratie locale. La montagne des promesses a accouché d'une souris.

Pourtant, l'espoir d'un renouveau suscité par l'arrivée de ce trio politique était d'autant plus permis qu'il contrôlait, fait sans précédent dans les annales électorales, tous les leviers du pouvoir (gouvernemental, local et régional). Mais c'était in fine juste une illusion qui a crevé comme une bulle illusoire au vu de cette incurie débordante dont les responsables sont en sursis après

le déclenchement de la campagne d'assainissement en cours au cœur des bastions de la prévarication. Une prévarication, traversant toute la classe politique, que les fameuses sociétés de développement local (SDL), mises en place en vertu du dahir de 2009 réformant la charte communale de 1976, n'ont pas pu contrecarrer par leur vocation initiale supposée.

Celle de temple de l'expertise technique dans le montage et l'exécution des projets. A cet égard, l'expérience de la capitale économique dotée d'une multitude de SDL est très significative. Dans les faits, ces nouvelles enseignes ont tourné à l'usine à gaz engloutissant des budgets colossaux pour des projets réalisés depuis longtemps mais fermés au public jusqu'à ce jour (forêt de Bouskoura, grand théâtre de Casablanca, parc zoologique...) dans un silence assourdissant de la mairie de Casablanca et des autorités de tutelle... A ces niveaux d'amateurisme et de ratages, il ne reste plus peut-être qu'à donner les villes du pays en gestion déléguée... ▶



Le Maigret du CANARD



La tomate marocaine piétinée en Europe

Ces agriculteurs européens qui ramènent leur fraise...

Quand les agriculteurs français et espagnols sont en colère, ils se vengent contre les produits agricoles marocains, érigés en bouc-émissaires d'une agriculture européenne en mal de compétitivité pour des raisons européennes.

LAILA LAMRANI

Plusieurs camions en provenance du Maroc chargés particulièrement de tomate, comme le montrent des vidéos circulant sur les réseaux sociaux, ont été pris d'assaut ces derniers temps sur les autoroutes françaises et espagnoles avant que la cargaison ne soit déversée sur la chaussée et piétinée. Ces assaillants, dont le mouvement de protestation a traversé toute l'Union européenne, ciblent particulièrement la tomate marocaine qu'ils considèrent comme le symbole de leurs difficultés qu'ils ont dénoncées auprès de la commission européenne en bloquant la majorité des axes routiers.

La Confédération marocaine de l'agriculture et du développement rural (COMADER) a exprimé son inquiétude face à cette situation. «Nous exprimons notre inquiétude suite aux attaques récurrentes et

infondées dont les produits marocains font l'objet ainsi que la stigmatisation médiatique dont les agriculteurs marocains sont les victimes collatérales», a indiqué la confédération dans un communiqué rendu public récemment. L'instance dirigée par Rachid Benali rejette avec véhémence les arguments déployés sur la qualité des produits agricoles marocains : «Les produits agricoles marocains exportés vers l'Union européenne sont des produits de qualité qui se conforment strictement, et sans exception, aux exigences réglementaires des marchés de destination. Celles-ci portent notamment sur les normes de commercialisation, les normes sanitaires et les normes phytosanitaires.»

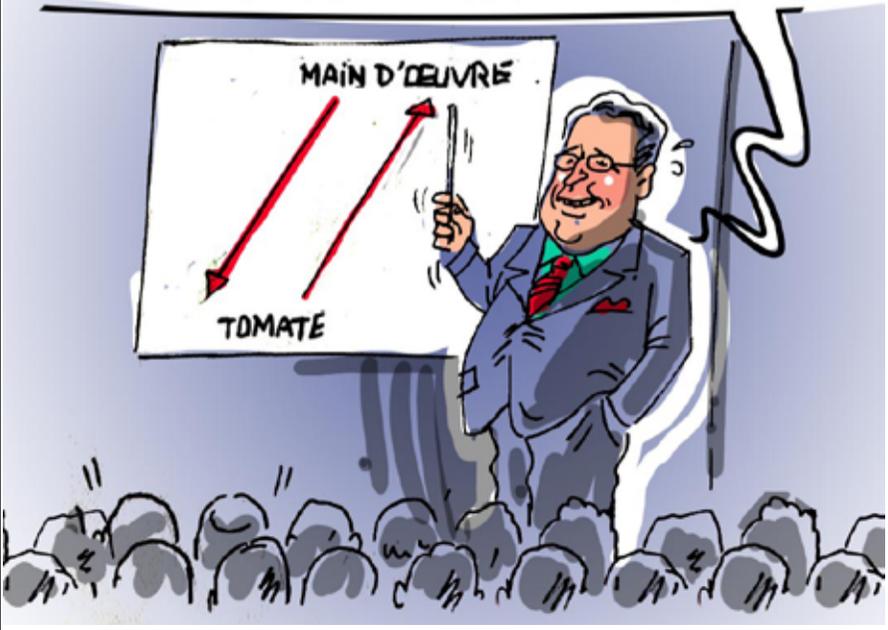
En fait, les producteurs agricoles français et espagnols estiment qu'ils sont victimes d'une concurrence déloyale livrée par les agriculteurs marocains. Selon eux, ces derniers bénéficient de conditions avantageuses grâce à une main-d'œuvre



Une colère insensée contre la tomate marocaine, belle et pacifique...

LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE, LE GOUVERNEMENT A LA SOLUTION

ON VA BAISSER LES EXPORTATIONS DE LA TOMATE ET AUGMENTER L'EXPORT DE LA MAIN D'ŒUVRE ...



bon marché, ce qui alimente une machine de production à bas coût. Ce qui les met in fine en difficulté et entrave la commercialisation de leurs tomates sur le marché. Il est vrai que le salaire horaire d'un ouvrier agricole européen est plus élevé (autour de 14 euros contre 8 Dh au Maroc). Mais l'argument de l'écart de rémunération ne tient pas véritablement la route, notamment pour des produits comme la tomate-cerise puisque le nombre de travailleurs mobilisés à l'hectare est de 5 au Maroc contre moins de 2 en France par exemple. Les problèmes de compétitivité de l'agriculture européenne résident ailleurs, notamment dans les facteurs de production comme le prix du gasoil agricole, les factures d'eau dont le niveau est élevé ainsi que la complexité de la réglementation. Hormis cette volonté de faire des fruits et légumes marocains le

bouc-émissaire des turpitudes de l'agriculture française et espagnole, rien ne justifie de vandaliser la tomate marocaine qui est écoulee de surcroît sur le marché européen en vertu de l'accord agricole entre le Maroc et l'UE.

Un accord qui permet au Royaume d'exporter chaque année en France quelque 300 tonnes de tomates, exemptées de droits de douane et dont les syndicats agricoles français réclament par démagogie la suppression pure et simple!

Dans l'espoir d'inciter les consommateurs de l'Hexagone à consommer français, la mobilisation des protestataires du travail de la terre a débouché sur la mention « Origine Maroc » sur les barquettes de tomate-cerise. Cela ne sert à rien de voir rouge et de raconter des salades lorsque l'on veut, ce qui est légitime, mettre du beurre dans les épinards !



Le Maigret du CANARD



Le Conseil constitutionnel sénégalais remet les pendules politiques

Une belle leçon de vitalité démocratique...

Le président sénégalais Macky Sall s'est engagé, vendredi 16 février, à faire exécuter pleinement la décision du Conseil constitutionnel annulant le report de la présidentielle du 25 février. La démocratie sénégalaise sort encore plus forte de coup de force politique avortée par les Sages.



Désaveu cinglant pour Macky Sall.

JAMIL MANAR

C'est le conseil constitutionnel qui a finalement fait plier Macky Sall par son arrêté annulant la décision report de la présidentielle du 25 février validée ensuite par le Parlement. La démocratie sénégalaise en sort encore plus forte. Le président sénégalais, qui a déclenché par son initiative une grave crise politique sur fond de manifestations, s'est engagé, vendredi 16 février à

faire exécuter pleinement la décision du Conseil constitutionnel et « mènera sans tarder les consultations nécessaires pour l'organisation de l'élection présidentielle dans les meilleurs délais », indique un communiqué de la présidence. Les sages ont constaté « l'impossibilité d'organiser l'élection présidentielle à la date initialement

prévue » du 25 février, compte tenu du retard pris par le processus, et « invite les autorités compétentes à la tenir dans les meilleurs délais ». Il a réaffirmé le principe d'intangibilité de la durée de cinq ans du mandat présidentiel. La décision de la Cour constitutionnelle a été largement saluée comme un facteur d'apaisement

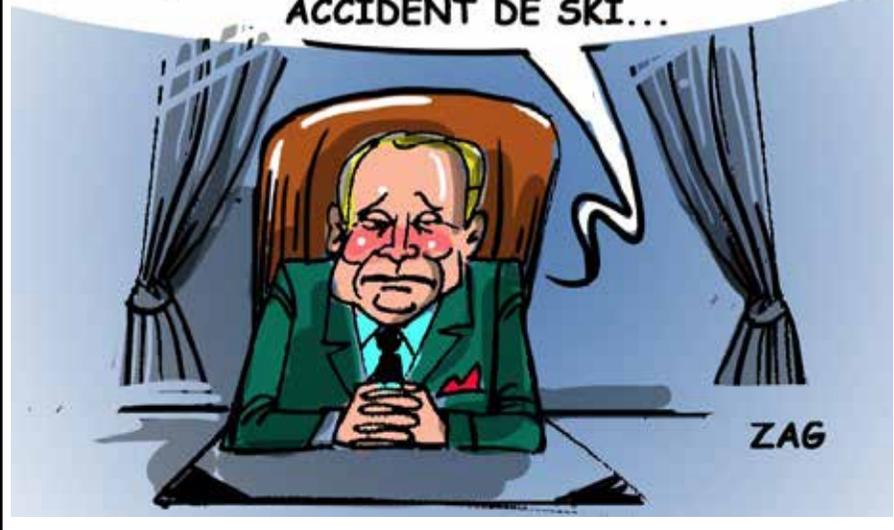
et les mots d'ordre ne trouvaient quasiment aucun écho vendredi en milieu d'après-midi à Dakar aux points de rassemblement où policiers et journalistes étaient plus nombreux que les manifestants.

L'opposition et la société civile criaient au « coup d'État constitutionnel » après le report, accusant le camp présidentiel de chercher à éviter la défaite de son candidat, le Premier ministre Amadou Ba, et suspectant M. Sall de vouloir se maintenir au pouvoir, à travers son dauphin.

La Commission économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) et l'Union européenne ont appelé les autorités à se conformer à la décision de la Cour. L'ajournement de la présidentielle avait alarmé les partenaires internationaux, inquiets à l'idée qu'un pays réputé pour sa stabilité dans une région déjà en proie à l'instabilité politique et qui a renoué avec les putschs militaires ne bascule à son tour dans la violence. Ce scénario-catastrophe a été évité de justesse. La démocratie sénégalaise est sortie encore plus forte de cette épreuve en démontrant l'impartialité de ses gardiens et la solidité de ses fondements. Le Sénégal n'est pas une république bananière. Le président sortant vient de s'en faire administrer la preuve de manière cinglante. ▀

**L'OPPOSANT DE POUTINE DÉCÉDÉ
DANS DES CIRCONSTANCES TROUBLANTES...**

**UN TRAGIQUE
ACCIDENT DE SKI...**



Trade Finance

La BCP distinguée pour la troisième année consécutive

Décerné par le magazine Global Finance, le trophée de la Meilleure Banque Marocaine dans le domaine du Trade Finance échoit au groupe Banque Centrale populaire (BCP), pour la 3ème année consécutive. Cette consécration a été annoncée lors de la cérémonie des « Global Finance Awards », organisée à Francfort en marge du BAFT Bank to Bank Forum 2024. Ce trophée est une nouvelle reconnaissance internationale de la position de leader du groupe BCP en matière de financement du commerce extérieur. Il confirme également l'expertise et la richesse de l'offre du groupe, et sa capacité à apporter une véritable valeur ajoutée à ses clients dans le domaine du Trade Finance. Chaque année, Global Finance distingue, dans plus de 100 pays, les meilleures institutions financières dans le domaine du Trade Finance. ▀



Le Maigret du CANARD



POINT DE VUE

Abdeslam Seddiki



.....
**Economiste,
 ancien
 ministre de
 l'Emploi et des
 Affaires sociales.**

La population souffrant de l'obésité ne cesse d'augmenter d'année en année pour des raisons multiples dont notamment l'excès de sédentarité et la malbouffe.

Que signifie être obèse ? le surpoids et l'obésité sont définis par l'Organisation mondiale de la santé "comme une accumulation anormale ou excessive de graisse qui présente un risque pour la santé". Un indice de masse corporelle (IMC) supérieur à 25 est considéré comme une surcharge pondérale, et l'obésité correspond à un IMC supérieur à 30.

Partant de cette définition, le nombre de cas d'obésité a presque triplé entre 1975 et 2016 à l'échelle mondiale. En 2016, plus de 1,9 milliard d'adultes – personnes de 18 ans et plus – étaient en surpoids (38% des adultes). Sur ce total, plus de 650 millions étaient obèses. (13%). A la même année, plus de 340 millions d'enfants et d'adolescents âgés de 5 à 19 ans étaient en surpoids ou obèses. En 2019, on estimait que 38,2 millions d'enfants de moins de 5 ans étaient en surpoids ou obèses. La prévalence du surpoids et de l'obésité chez les enfants et les adolescents âgés de 5 à 19 ans a augmenté de façon spectaculaire, passant d'à peine 4% en 1975 à un peu plus de 18% en 2016. Dans son Atlas mondial de l'obésité 2023, la Fédération Mondiale sur l'obésité estime que 51 % de la population mondiale vivra avec un surpoids ou sera obèse d'ici douze ans "si la prévention, les traitements [...] ne s'améliorent pas". Une personne sur quatre serait alors obèse, contre une sur sept aujourd'hui. Et plus de la moitié de la population mondiale sera obèse ou en surpoids d'ici 2035. L'obésité infantile pourrait plus que doubler d'ici 2035 (par rapport aux niveaux de 2020). Les taux devraient doubler chez les garçons pour atteindre 208 millions (augmentation de 100 %) et plus que doubler chez les filles pour atteindre 175 millions (augmentation de 125 %) et augmenter plus rapidement chez les enfants que chez les adultes.

Les pays à faible revenu sont confrontés à une augmentation rapide de la prévalence de l'obésité. Parmi les 10 pays où l'on s'attend à la plus forte augmentation de l'obé-

sité au monde (chez les adultes et les enfants), 9 d'entre eux appartiennent à des pays à revenu faible ou intermédiaire. Tous viennent d'Asie ou d'Afrique. Dans le continent noir, le nombre d'enfants en surpoids ou obèses a augmenté de près de 24% depuis 2000. Près de la moitié des enfants de moins de 5 ans en surpoids ou obèses vivaient en Asie en 2019.

Urbanisation croissante

Quid du Maroc ? La situation n'est guère meilleure. On estime que 55,1% de la population est en surpoids et 21,7 % est obèse.

L'impact économique de ces phénomènes est considérable. L'Atlas mondial de l'obésité 2023 susmentionné, prédit que l'impact économique mondial du surpoids et de l'obésité atteindra 4 320 milliards de dollars par an d'ici 2035 si les mesures de prévention et de traitement ne s'améliorent pas. Avec près de 3 % du PIB mondial, cela est comparable à l'impact du COVID-19 en 2020. Et le rapport de préciser que « la reconnaissance de l'impact

économique ne signifie en aucun cas que l'on rejette la faute sur les personnes vivant avec l'obésité, qui est une maladie chronique et récurrente » La Fédération mondiale de l'obésité appelle à des plans d'action nationaux complets pour aider les pays à mettre en œuvre les nouvelles recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour la prévention et la gestion de l'obésité. Pour ce qui est de la cause fondamentale de l'obésité et du surpoids, elle résulte d'un déséquilibre énergétique entre les calories consommées et dépensées.

Au niveau mondial, on constate une augmentation de la consommation d'aliments très caloriques riches en lipides et une augmentation du manque d'activité physique en raison de la nature de plus en plus sédentaire de nombreuses formes de travail, de l'évolution des modes de transport et de l'urbanisation croissante.

Évolution des habitudes en matière d'alimentation et d'exercice physique résulte souvent de changements au niveau de l'environnement et de la société et d'une absence de politiques dans certains secteurs,

comme la santé, l'agriculture, les transports, l'urbanisme, l'environnement, la transformation des aliments, la distribution, le marketing et l'éducation. Nous pensons en toute logique que les phénomènes d'obésité et de surpoids, s'ils relèvent en partie des comportements individuels, sont le produit essentiellement du capitalisme dominant fondé sur l'accumulation du profit, la surexploitation des ressources qui entraînent une artificialisation des milieux naturels, la généralisation de « l'American Way of Life » et de la culture « fast Food » à l'ensemble de la planète.

C'est cette civilisation décadente qui sacralise le profit et relève l'argent au-dessus de toutes les valeurs humaines qui est en grande partie responsable de l'extension de ces maladies du siècle. Les travailleurs sont soumis à des rythmes de travail infernaux et à des emplois du temps sévères leur laissant peu de temps libre pour pratiquer une activité physique et organiser leur temps selon leur convenance.

Dans les pays à faible revenu, les populations souffrent à la fois de la sous-alimentation et de la malbouffe. Par manque de moyens et de ressources, elles mangent n'importe quoi juste pour survivre.

Comme le capitalisme a cette force de saisir toutes les opportunités pour faire les affaires et « créer de la valeur » (sic), il nous offre aujourd'hui le remède et la solution miracle à l'obésité. Les laboratoires privés avec leur esprit d'anticipation contrairement aux gouvernants qui sont prisonniers du court terme, viennent de mettre sur le marché un médicament miraculeux pour s'attaquer à ce mal du siècle.

Le premier traitement a été autorisé aux Etats-Unis en 2021 et en Europe en 2022. Depuis, on assiste à une ruée vers l'acquisition du médicament miraculeux, malgré son prix qui est extrêmement prohibitif. Les deux laboratoires pionniers dans ce domaine (un danois et un américain) ont vu leur capitalisation boursière s'envoler à des niveaux astronomiques et deviennent les nouveaux poids lourds de l'industrie pharmaceutique mondiale.

Ainsi va ce monde ! Ne dit-on pas que le malheur des uns fait le bonheur des autres ? ▀



Le MIGRATEUR



Alexei Navalny passe de vie à trépas

Un opposant de moins pour Poutine

LAILA LAMRANI

Vladimir Poutine n'a pas d'opposant politique depuis le décès dans des circonstances mystérieuses de Alexei Navalny. Ce dernier est mort vendredi 16 février à l'âge de 47 ans dans une colonie pénitentiaire reculée de l'Arctique, où il purgeait une peine d'emprisonnement de 19 ans «pour extrémisme».

La nouvelle de sa mort a été annoncée par l'administration pénitentiaire russe. «Le prisonnier A. Navalny s'est senti mal après une promenade et a presque immédiatement perdu connaissance », a déclaré, dans un communiqué laconique, le service fédéral de l'exécution des peines (FSIN) du district autonome de Iama-

lo-Nénetsie, dans le Grand Nord russe. « Le personnel médical de l'établissement est arrivé immédiatement et une équipe de secours d'urgence a été appelée. Toutes les mesures de réanimation nécessaires ont été prises, sans résultat. Les urgentistes ont constaté le décès du condamné, les causes de la mort sont en train d'être établies », a-t-il ajouté.

Des médecins ont essayé de réanimer l'opposant, selon un hôpital public de la ville de Labytngui, situé à proximité de la colonie pénitentiaire IK-3. « Les médecins arrivés sur place ont poursuivi les opérations de réanimation qu'avaient déjà menées les médecins de la prison. Ils les ont poursuivis plus de trente minutes. Cependant le patient est mort », a précisé l'établissement de santé. Cette version des faits n'a convaincu personne ni en Russie ni en occident où l'on soupçonne un assassinat politique, une pratique dont le régime poutinien est coutumier. D'ailleurs, les proches, qui se sont rendus lundi 19



Navalny a eu droit à quelques gerbes de fleurs déposées par ses sympathisants...

février à la morgue, étaient toujours privés d'accès au corps du défunt. « La mère d'Alexei et ses avocats sont arrivés à la morgue tôt ce matin. Ils n'ont pas été autorisés à entrer. Lun des avocats a littéralement été repoussé à l'extérieur », a indiqué sur les réseaux sociaux Kira Larmich, porte-parole de Navalny. « La cause du décès est toujours "indéterminée". Ils mentent, jouent la montre et ne le cachent même pas », a-t-elle encore fustigé.

Dans une vidéo, la veuve de l'opposant russe Alexei Navalny, Ioulia Navalnaïa, a accusé le président russe Vladimir Poutine d'avoir

«tué» son mari. « Il y a trois jours, Vladimir Poutine a tué mon mari, Alexei Navalny. Poutine a tué le père de mes enfants », a-t-elle expliqué dans cette vidéo publiée sur les réseaux sociaux. « Avec lui, (Poutine) a voulu tuer notre espoir, notre liberté, notre avenir », a dénoncé Ioulia Navalnaïa dont le défunt mari avait survécu à un empoisonnement en 2020 dont il accusait le Kremlin.

Pour sa part, l'équipe de Navalny a affirmé lundi après-midi que les enquêteurs mèneraient pendant au moins 14 jours une « expertise chimique » sur sa dépouille avant de la rendre. ▀

Bande de Gaza

La Colombie et la Bolivie accusent Israël de "génocide"

Mardi 20 février, le président colombien Gustavo Petro et son homologue bolivien Luis Arce ont accusé Israël de "génocide" comme le dirigeant brésilien Lula qui, dimanche, a fait un parallèle entre l'offensive israélienne et l'extermination des Juifs par les nazis. Déclaré la veille "persona non grata" par le chef de la diplomatie israélienne Israël Katz et accusé par lui d'une attaque "antisémite grave", Lula a été défendu par



Le président brésilien Lula.

son ministre des Affaires étrangères Mauro Vieira, lequel a qualifié d'"inacceptables" et "mensongères" les déclarations du ministre israélien. De nombreux pays pointent du doigt l'État hébreu tant pour les frappes et opérations au sol faisant directement des victimes par milliers que sur l'état de siège inhumain imposé aux populations civiles broyées dans l'impunité totale par la machine de guerre sioniste. ▀

le Canard Libéré

Journal satirique marocain paraissant

le vendredi

Rue Ibnou Katir résidence
Al Mawlid II Imm. D RDC n°4

Maârif - Casablanca -

Tél : 0522 23 32 93

Fax : 0522 23 46 78

E-mail : contact@lecanardlibere.com

Site web : www.lecanardlibere.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
ET DE LA RÉDACTION

Abdellah Chankou

a.chankou@lecanardlibere.com

RÉDACTEUR EN CHEF

Abdellah Chankou

RÉDACTION

Jamil Manar

Amine Amerhoun,

Saliha Toumi, Ahmed Zoubair,

Laila Lamrani Amine et

Chaimaa El Omari Naïb

CORRESPONDANT EN FRANCE
ET EN EUROPE

Samir Berhil

s.berhil@lecanardlibere.com

CARICATURES

Boudali, Zag

WEBMASTER

Larbi Larzaoui

INFOGRAPHIE

Yahia Kamal

LOGISTIQUE

Youssef Roumadi

SERVICE COMPTABILITÉ

Essaadia HAKANI

Impression

Maroc Soir

DISTRIBUTION

Sapress

DOSSIER PRESSE

Aut. 51/06

DÉPÔT LÉGAL

2007 / 0025

ISSN 2028-0416



Bec et ONGLES



Nizar Baraka

Mieux qu'un trio, un quatuor...



Une équipe du Canard a été reçue par le secrétaire général du Parti de l'Istiqlal Nizar Baraka juste après l'annonce du prochain congrès du parti.

Propos recueillis par **LAILA LAMRANI**

Enfin, la décision a été prise d'organiser le 18ème congrès de l'Istiqlal fin avril. Qu'est-ce que vous nous concoctez de si spécial ?

Certainement pas un triumvirat aux commandes à la sauce PAM. Nous avons en tant qu'istiqlaliens, le parti noble du pays, le devoir d'innover.

Quelle formule au gouvernement ?

Si mes détracteurs refusent de s'entendre sur un candidat consensuel, je vois la formule d'un quatuor, quatre figures pour un fauteuil. Je sais que ça va faire un peu trop serré mais on finira pas s'y habituer.

Il y aura vous et qui d'autre ?

Les représentants des autres courants, Hamdi Ould Errachid, Abdelouahed El Fassi et celui des femmes istiqlaliennes. Il nous faut une femme dans le groupe, ça fait moderne et respect de la parité. C'est dans une telle configuration que peuvent se dissoudre les tensions politiques, les problèmes d'ego et les dissensions internes. Faute de quoi, c'est la bagarre assurée.

Pour les idées ?

Non, bagarre entre bandes rivales. Les idées, cela fait longtemps qu'on en produit plus à l'Istiqlal. Sur ce registre, la sécheresse a aussi frappé. Même les ministres, on nous les impose alors qu'ils n'ont rien à voir avec le parti. Les temps ont changé.

Pourquoi avez-vous accepté

leur parachutage ?

C'était la condition pour que je redevienne ministre. Comme j'adore le confort du pouvoir, j'ai dit oui avec la tête et non avec le cœur.

Qui est le vrai patron de l'Istiqlal ?

Officiellement, c'est moi. Mais dans les faits c'est le nabab du Sahara, el Hamdi frère de Khalli Henna. C'est lui qui tient le parti et contrôle ses principales instances. Il ne me lâchera les baskets que lorsqu'il aura réussi à placer son fils au gouvernement.

Mais il est déjà parvenu à imposer son gendre Naam Miara à la tête de la deuxième Chambre ?

En effet. Mais comme il est gourmand, il cherche à gratter plus, un poste de gouvernement, n'importe lequel, même bidon, et un poste d'ambassadeur dans un pays hispanique, de préférence.

Paraît-il, il sort régulièrement son chéquier pour financer les activités du parti et régler ses dettes. Qui paie commande...

Il faut aussi qu'il apprenne à être payé de belles paroles. Il y va de la pérennisation et de la crédibilité de la machine à promesses.

Le martyr palestinien frôle l'impensable

Les Gazaouis mangent du pain à base de foin!

Tout en continuant à subir les massacres de l'armée des terroristes sionistes, les survivants de Gaza nord sont aux prises avec une famine de grande ampleur. Pénurie de tous les produits de base. Y compris la farine. Honte à l'Occident complice.



Les aliments pour bétail faute de farine de blé. Pas de limites pour le sionisme criminel et infâme!

AHMED ZOUBAÏR

Pour se nourrir et nourrir leurs enfants, les Gazaouis en sont réduits, comme le montrent plusieurs vidéos circulant sur le Net, à recourir au broyage d'aliments pour bétail pour en faire des galettes de pain ! Conséquence de plus de 5 mois de bombardements aériens sauvages et de siège de l'enclave et d'embargo sur l'aide humanitaire imposé par les assassins de Tel Aviv. Faute de nourriture saine, les enfants de Gaza attrapent des maladies provoquées par la malnutrition.

Selon les données du ministère de la Santé palestinien, environ 600 000 Palestiniens dans le nord sont menacés de mort en raison des bombardements israéliens, de la famine et des maladies.

Affamer toute une population en le soumettant aux pires tueries est une situation qui dépasse ce qui est humainement imaginable, tolérable. Mais la communauté internationale, essentiellement l'Occident complice conduit par les États-Unis, n'en a cure. Ce n'est après tout que des Palestiniens, les affamer après les avoir exterminés est inscrit dans l'ordre naturel de leurs conditions de damnés de la terre qui doivent soumission à leurs maîtres sionistes, doivent se dire dans leur infinie inhumanité hypocrite Joe Biden, Justin Trudeau et leurs vassaux européens.

C'est dans ce contexte sans précédent dans l'histoire contemporaine que Washington a encore une fois opposé mardi 20 février son veto, son troisième depuis le début du début du génocide sioniste à Gaza, à une résolution exigeant « un cessez-le-feu humanitaire immédiat

qui doit être respecté par toutes les parties ». Ce texte a recueilli treize voix pour, une abstention (Royaume-Uni) et une contre. Les choses sont de plus en plus claires comme un miroir. Les crimes de guerre effroyables et toutes les atrocités commises par l'armée d'occupation terroriste à Gaza sont couverts par l'administration américaine qui lui fournit d'ailleurs le matériel de guerre pour tuer du Palestinien. Quant à son chef de la diplomatie, Anthony Blinken, il ne fait des tournées dans cette région transformée par l'américano-sionisme en champs de ruines et de malheur que pour aider Netanyahu à libérer, avec la médiation des vassaux US du Golfe, les otages israéliens encore détenus par le Hamas. Quant au martyr des Palestiniens soumis aux pires traitements, il s'en fout comme de sa première chemise... ►



Et BATATI ET BATATA



Bizarre



Chat va pas la tête !

Une histoire de chats entre voisins qui termine en justice. Cela pourrait prêter à sourire, mais c'est bel et bien ce qui s'est passé à Zurich (Suisse) selon le site 20 Minutes. Pendant cinq mois, une femme résidant dans la ville helvète a nourri le chat d'un de ses voisins, quotidiennement et visiblement contre la volonté de celle-ci. Une attitude qui n'a guère plu à la propriétaire, qui a donc décidé de l'attaquer en justice. Dans l'ordonnance pénale, sont même précisés les faits suivants : « En agissant de la sorte, elle enfermait littéralement le chat, car celui-ci ne pouvait sortir que si l'accusée lui ouvrait la porte ».

Selon l'accusation, la voisine aurait voulu s'approprier le chat en établissant une relation avec lui. Des faits proscrits par la loi en Suisse, raison pour laquelle le tribunal lui a infligé une amende de 700 francs suisses (677 euros) ainsi qu'une autre pour frais de procédure, soit un total d'un peu plus de 1.200 euros. L'accusée a décidé de faire appel. Une affaire qui a eu des conséquences pour la vie du chat. Son ancienne propriétaire a indiqué que le petit chat avait dû être replacé depuis dans une nouvelle famille « pour des raisons de bien-être animal ». L'accusé n'a qu'à venir au Maroc où elle pourra nourrir tous les chats du royaume sans soucis à se faire.

Les Indes pas galantes

Un couple d'indiens a décidé de poursuivre en justice son fils sans descendance. Les plaignants exigent qu'il leur verse 615 000 €, à moins qu'il n'ait un enfant d'ici un an. Selon le site de la BBC (13/5), Sanjeev et Sadhana Prasad disent avoir épuisé leurs économies pour élever et éduquer leur fils aujourd'hui pilote et lui offrir un mariage somptueux. Ils veulent maintenant un petit-fils ou être remboursés de leurs investissements.

« Mon fils est marié depuis six ans mais (son couple) ne prévoit toujours pas de bébé. Au moins, si nous avions un petit-enfant avec qui passer du temps, notre douleur deviendrait supportable », a déclaré le couple dans sa plainte déposée auprès d'un tribunal de Haridwar la semaine dernière.

La compensation de 50 millions de roupies (615 000 €) réclamée comprend le coût d'une réception de mariage dans un hôtel cinq étoiles, une voiture de luxe d'une valeur de 76 000 € et le paiement de la lune de miel du couple à l'étranger, a rapporté jeudi le quotidien Times of India.

Les parents ajoutent avoir déboursé 62 000 \$ pour que leur fils bénéficie d'une formation de pilote aux Etats-Unis, avant qu'il ne revienne en Inde sans emploi, précise le journal. « Nous avons également dû contracter un prêt pour construire notre maison et nous traversons maintenant de nombreuses difficultés financières », déplore le couple dans sa plainte, « nous sommes également perturbés psychologiquement car nous vivons seuls ».

Un vrai tatouage de merde

À l'âge de 18 ans, Sylvain s'est fait tatouer deux caractères chinois qu'il pensait signifier « Amour et Liberté ». Douze en plus tard, rapporte le site rtl.be (11/4), le jeune homme a découvert que les sinogrammes voulaient plutôt dire « J'aime le caca ». Sylvain a confié avoir eu un petit doute sur la signification réelle de son tatouage, mais il a avoué être surpris en apprenant le véritable sens des deux caractères.

« Quand on est jeune, parfois, on ne réfléchit pas trop », a aussi commenté Sylvain dans une vidéo postée sur le Facebook du journal Le Parisien. Le trentenaire a ensuite ajouté : « Franchement, il y a pire. C'est drôle, ça nous a bien fait rire, moi et ma femme ».



Rigolard

Un homme va voir son voisin et cogne à sa porte. Le voisin répond: - Oui ? - Bonjour, je viens vous voir parce votre chien a mordu ma belle-mère à deux reprises. - Ah non ! Vous n'êtes pas sérieux !!! Je vais m'arranger pour que ça n'arrive plus. Il n'est pas méchant habituellement, voulez-vous vous faire dédommager? - Je ne veux pas me faire dédommager, je veux acheter votre chien !

On emmène un fou à l'asile mais en se débattant il crie : - Laissez-moi, je suis l'envoyé de Dieu ! Un autre fou qui est à sa fenêtre et qui a tout entendu répond : - N'importe quoi, je n'ai envoyé personne !

Un fou est dans un asile car il prend sa brosse à dents pour un chien. Un jour, il se promène dans l'asile et rencontre le directeur qui lui demande : - Alors, comment va Médor aujourd'hui ? - Mais, monsieur, vous voyez bien que c'est une brosse à dents ! Le directeur est très étonné.

Il lui dit : - Alors, vous n'êtes plus fou ! Je vais vous enlever de la liste et vous pourrez partir ! - Merci beaucoup, monsieur. Le directeur part et le fou dit doucement à la brosse à dents : - Alors, on l'a bien eu le directeur, hein Médor ?

Un homme pense à s'engager dans la police. Le Sergent qui le reçoit lui dit : - Vos qualifications semblent bonnes, mais il reste un test d'attitude pertinente que vous devez passer avant de pouvoir être accepté.

Puis lui glissant un revolver sur le bureau, il dit : - Prenez ce pistolet, sortez et tuez six immigrants illégaux, six vendeurs de drogue, six extrémistes musulmans et un lapin. - Pourquoi le lapin, répond le candidat ? - Bonne attitude, dit le sergent; quand pouvez vous commencer ?

Un gars entre dans un restaurant. Il montre son pass sanitaire, et sort sa carte d'identité. Le patron lui dit :

- C'est bon, monsieur, pas besoin de votre carte. C'est déjà assez pénible tous ces contrôles et je n'aime pas embêter mes clients.

À la fin du repas, le client demande:

- Je peux payer par chèque ?

- Euh...oui, mais là il faudra une pièce d'identité !

A VENDRE

Appartement bien entretenu deuxième main

Superficie 128 m²

sur boulevard de la Résistance, près 2 mars à Casablanca.

Grand salon + 2 pièces. Bien aéré et ensoleillé. Situé au dernier étage (7ème). Sans vis-à-vis. Doté d'une terrasse vue sur mer.

Contact:

0661252000

LOUONS DES BUREAUX DE TOUTES SUPERFICIES

Angle boulevard de la Résistance, Rond-point d'Europe et Boulevard Zerktoni
Contactez-nous au 0661177444





**N'hésitez pas
à mettre à jour votre titre foncier
via l'inscription d'actes de cession, filiation,
mise en concordance...**

www.ancfcc.gov.ma